

# Le passage au sac en papier, un pétard mouillé

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4979 - Mardi 14 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Présidence/ Concertation  
**Abdelmadjid Tebboune reçoit Mouloud Hamrouche**

Tebboune instruit Djerad d'élaborer un projet de loi

## Racisme et discours de haine seront criminalisés

**Quand les Américains abattaient un avion civil iranien**

Par Mohamed Habili

**C**ela a pris trois jours aux Iraniens pour reconnaître leur responsabilité dans le crash de l'avion ukrainien survenu vendredi dernier, dans les circonstances que l'on sait, une tragédie qui a coûté la vie à 176 passagers parmi lesquels d'ailleurs beaucoup d'Iraniens. Bien entendu, on peut toujours leur reprocher de ne pas avoir admis sur-le-champ leur responsabilité dans cette triste affaire, et cela dès l'instant où des responsables occidentaux, au premier chef le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, les en ont accusés, tout en leur reconnaissant d'ailleurs les circonstances atténuantes. Leurs pires ennemis de par le monde, qui probablement se sont réjouis de ce qui leur arrivait, n'ont pas osé leur prêter dans ce cas précis une intention délibérée d'abattre un avion de ligne quelques instants seulement après son décollage de l'aéroport de Téhéran. Placés dans la même situation de tension extrême, les défenses aériennes de n'importe quel pays seraient capables de commettre la même tragique erreur. Les Iraniens venaient, en représailles à l'assassinat de leur général le plus emblématique, Qassem Soleimani, de tirer plusieurs missiles balistiques sur des bases américaines en Irak. Quatre ou cinq heures plus tard, ils ignoraient encore que les dirigeants américains avaient pris la décision de ne pas riposter à leurs attaques.

Suite en page 3

Il met fin à la polémique autour de son comité

# Laraba : «Nous ne sommes pas une constituante»



Ph.D. R.

A la tête du Comité d'experts chargé de la révision de la Constitution, le professeur Ahmed Laraba clarifie ses missions et relève la nécessité d'effectuer «un bilan des insuffisances, des déviations et des détournements de la règle constitutionnelle», définir «des garde-fous» avant de formuler toutes nouvelles propositions à l'effet d'amender le texte fondamental du pays. Lire page 2

Les asphyxies au gaz prennent de l'ampleur

## 22 morts par monoxyde de carbone en moins de quinze jours

Spectacle de variété musicale

## La chanson amazighe à l'honneur à l'Opéra d'Alger

Il met fin à la polémique autour de son comité

# Laraba : «Nous ne sommes pas une constituante»

■ A la tête du Comité d'experts chargé de la révision de la Constitution, le professeur Ahmed Laraba clarifie ses missions et relève la nécessité d'effectuer «un bilan des insuffisances, des déviations et des détournements de la règle constitutionnelle», définir «des garde-fous» avant de formuler toutes nouvelles propositions à l'effet d'amender le texte fondamental du pays.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, intervenant hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, le professeur Laraba, mettant dans un premier temps un terme à la polémique survenue à l'issue de la création par le Président Tebboune, mercredi dernier, du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle, affirmera : «Nous sommes un comité d'experts constitutionnalistes et experts en droit. Nous ne sommes pas une constituante mais un comité chargé d'élaborer des propositions qui seront soumises au président de la République». Insistant sur le fait que le comité qu'il préside et dont les travaux débiteront aujourd'hui, a pour mission «non pas d'adopter, mais de faire des propositions», il dira qu'au terme de «la formulation des propositions, celles-ci pourraient être élargies aux acteurs politiques, politologues, sociologues, économistes et autres, pour enrichir le débat». Une fois cette précision établie, Laraba abordant sa vision de l'amendement de la Constitution, estimera que dans un premier

temps son comité se devra d'effectuer «un bilan des insuffisances, des déviations et des détournements de la règle constitutionnelle» avant de mettre en place ensuite «des garde-fous, de renforcer le contrôle du Parlement sur l'exécutif et aussi de penser au rôle du juge qui est considéré comme le gardien du respect des droits de l'Homme et des libertés publiques». «L'évolution du droit doit combiner à la fois rupture et continuité, à travers le maintien d'un certain nombre de règles et soumettre d'autres à des amendements», soutiendra-t-il. Et pour cause, pour l'expert «la Constitution est un texte fondamental pour l'organisation de la société, des pouvoirs publics et du citoyen, dans le cadre du respect des droits de l'Homme et des libertés dont il faut penser à l'application, d'où la nécessité d'assurer l'équilibre entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire». Ceci non sans relever que la gouvernance «n'est pas opposable aux libertés publiques, mais devrait être un pont pour les conforter et les consolider».

De ce fait, plaidant pour une «véritable jurisprudence constitutionnelle», de même que pour «l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature du pouvoir exécutif» pour consacrer la démocratie et l'indépendance de la justice, le professeur



PHOTO: R.

Laraba, toujours au sujet de la réforme de texte fondamental du pays, s'agissant du volet relatif à l'équilibre entre les pouvoirs, indiquera que cette question sur laquelle le président de la République a mis l'accent dès son investiture le 19 décembre dernier «est au cœur de la lettre de mission fixée au comité». Le président de la République attend «des propositions extrêmement concrètes sur l'équilibre des pouvoirs et sur la traduction des revendications du mouve-

ment populaire», ajoutera-t-il. En outre, à une question sur la limitation des mandats présidentiels, autre aspect inclus également dans ce chantier de révision de la Constitution, le professeur en droit public appellera à «trouver des techniques juridiques qui pourraient effectivement figer la question de limitation des mandats», en relevant que celle-ci était inscrite dans la Constitution de 1996, «mais cela n'a pas empêché qu'elle soit soumise à la révision en 2008».

Evoquant la question de l'immunité, il a souligné que le droit relatif à ce statut «ne doit pas continuer d'exister de la sorte», faisant observer qu'«il y a eu des abus considérables». «Il faut trouver les moyens juridiques pour que cette question soit absolument circonscrite», a-t-il dit. A la question de savoir si le président de la République pourrait être justiciable, il a affirmé que «c'est envisageable».

L. N.

## Ouargla Le général-major Chengriha en visite de travail à la 4<sup>e</sup> Région militaire



**LE CHEF D'ETAT-MAJOR** de l'Armée nationale populaire par intérim, le général-major Saïd Chengriha, effectuée, depuis hier, une visite de travail et d'inspection à la 4<sup>e</sup> Région militaire à Ouargla, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Lors de cette visite, le général-major «procèdera à l'inspection de plusieurs unités, supervisera un exercice tactique avec tirs réels et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 4<sup>e</sup> Région militaire», précise la même source. R. N.

## Présidence/ Concertation

### Abdelmadjid Tebboune reçoit Mouloud Hamrouche

**L**e président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, l'ancien Chef du gouvernement le moudjahid Mouloud Hamrouche, indique un communiqué de la présidence de la République. «Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la poursuite des consultations lancées par le président de la République avec des personnalités nationales, des présidents de partis et des représentants de la

société civile sur la situation globale du pays et la révision de la Constitution, dont la mission a été confiée, dans un premier lieu, à un comité d'experts présidé par le professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'Organisation des Nations unies (ONU), Ahmed Laraba», précise la même source. «L'objectif de ces consultations est l'édification d'une nouvelle République

répondant aux aspirations du peuple et de procéder à une réforme globale de l'Etat à même de consacrer la démocratie dans le cadre d'un Etat de droit préservant les droits et les libertés des citoyens, un objectif dont M. Tebboune s'est engagé à réaliser lors de sa campagne électorale et réaffirmé dans son discours prononcé à la cérémonie de prestation de serment en tant que président de la République»,

ajoute la même source. «M. Hamrouche a présenté au président de la République sa vision sur les différentes questions posées sur la scène politique, et ce, à la lumière de sa longue expérience au service de l'Etat ainsi que son suivi des événements nationaux en tant qu'acteur politique éminent», conclut le communiqué de la Présidence.

H. Y.

## Communes de Timezrit et Seddouk / Béjaïa

### Raccordement de plusieurs villages au gaz naturel

**L**es autorités de wilaya ont choisi de marquer le nouvel an amazigh 2970 par la mise en service et l'alimentation en gaz naturel de nombreux foyers au niveau de quelques localités et villages de la wilaya. C'est ainsi que 300 foyers relevant des villages Thadart Mokran et Klââ dans les communes de Timezrit, ont été raccordés avant-hier, à l'occasion de Yennayer, au gaz de ville. Ainsi, le taux de raccordement de ces foyers au gaz de ville de cette commune qui compte 35 000 âmes a atteint les 100 %, selon les chiffres officiels communiqués par la cellule

de communication de la wilaya. Au total, quelque 1 600 foyers ont été alimentés au gaz naturel à l'occasion de Yennayer, dont 1 300 foyers dans cinq villages de la commune de Seddouk, en l'occurrence les localités de Tibouamouchine, Sedouk Ouada, Sedouk Ouffela, Loukri, Ighil Nejber et Tiza. Un projet de réalisation d'un gazoduc de 16 pouces est en cours de réalisation depuis la commune de Fréha (Tizi-Ouzou) et Tifra et devrait toucher cinq grandes communes de la région de la Soummam, soit au total 15 000 foyers. Une enveloppe financière

de l'ordre de 500 milliards de centimes a été allouée à ce projet. Notons aussi qu'avec la levée des oppositions au passage du gazoduc de 20 pouces au niveau d'Aokas, au total 25 000 foyers bénéficieront du gaz naturel à la fin de l'opération. Il est utile de rappeler qu'avec la réalisation des projets en cours, le taux de pénétration en gaz de ville qui est actuellement de 76 % ou 78 %, devrait atteindre environ 95 % vers la fin de l'année, a-t-on appris. Pour rappel, le taux de pénétration en gaz de ville était d'environ 65 % en début d'année et de 42 % quelques

mois avant, soit vers la fin de l'année 2017. Aujourd'hui, il dépasse de loin la moyenne. Par ailleurs, plus de 30 exposants ont pris part au Salon de l'artisanat et l'habit traditionnels, organisé dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer 2970). Placée sous le signe de «l'habit traditionnel, identité algérienne», cette manifestation est initiée par l'association culturelle «Yema Gouraya» qui œuvre dans la promotion de l'artisanat et des métiers traditionnels.

Hocine Cherfa

Après un énorme tapage

# Le passage au sac en papier, un pétard mouillé

■ Le passage du sac en plastique au sac en papier semble avoir été reporté, peut-être même annulé. En effet, le sac en plastique est toujours de mise chez la totalité des boulangers visités. Pour cause, «les autorités et les organisations professionnelles et syndicales de cette opération de distribution du sac en papier ne sont jamais revenues après le passage de la télévision !», nous confient certains boulangers.

Par Thinhinene Khouchi

Le remplacement du sac en plastique ne s'est finalement pas déroulé comme prévu. Cet événement qui avait provoqué beaucoup de bruit et d'enthousiasme chez les citoyens a été rapidement oublié un jour seulement après son annonce. En effet, dans la totalité des boulangeries visitées de la wilaya d'Alger, les boulangers servent toujours leur pain dans des sacs en plastique. Questionnés sur la raison de l'échec de cette opération annoncée par Tahar Boulanouar, président de l'Organisation nationale des commerçants algériens et Youcef Kalafat, président de la fédération nationale des boulangers, certains boulangers nous confirment : ils n'ont pas été «identifiés pour lancer la campagne de généralisation des sacs en papier». «Ils ne nous ont pas contacté pour cette opération et tant mieux !», nous confie un patron d'une boulangerie à Ain Benian. Un travailleur chez lui nous dira : «Mon cousin qui a sa boulangerie à Alger-Centre et qui a été saisi par cette opération mais qui n'a pas été satisfait des conditions de ce passage pris dans la précipitation». Désirant avoir l'avis des rares



PH. &gt; E. SHERVOFF, A.

boulangers qui ont été saisis et ont réceptionné les fameux sacs en papier, nous sommes allés voir ceux du centre-ville de la capitale «souvent saisis pour ce genre d'événement». Un boulangier nous dira : «La quantité des sacs en papier distribués a été

insuffisante, on a écoulé la totalité des sacs le premier jour même». En ce qui concerne la qualité de ces nouveaux sacs, ce dernier l'a jugé «inadaptée et facilement détériorable» ajoutant : «j'ai jeté plus de 20 sacs car ils se sont déchirés avant même de

les remettre aux clients». Un autre boulangier lui aussi saisi pour le lancement de cette opération de remplacement nous dira : «cette opération a duré pas plus d'une journée, on a été photographiés, filmés et dès le lendemain, les autorités et les organisations professionnelles et syndicales de cette opération de distribution du sac en papier ne sont jamais revenues». «Ce n'est pas la première fois qu'ils font ce genre de déclarations et de promesses mais qui finissent toujours de la même manière car il n'y a pas de suivi et d'études sérieuses», poursuit un autre boulangier. Enfin, voulant avoir des explications à cet échec, nous avons tenté de contacter les organisations qui le représentent officiellement notamment Tahar Boulanouar, président de l'Organisation nationale des commerçants algériens et Youcef Kalafat, président de la Fédération nationale des boulangers et le directeur du commerce de la wilaya d'Alger, Abdellah Benhela qui avait annoncé la distribution de 50 000 sacs en papier aux boulangeries dans la wilaya d'Alger, «un chiffre jugé insuffisant par les boulangers», mais malheureusement, aucun de ces responsables n'a répondu à nos appels.

Les asphyxies au gaz prennent de l'ampleur

## 22 morts par monoxyde de carbone en moins de quinze jours

Les cas d'asphyxie au gaz ont pris de l'ampleur ces derniers jours. Il n'y a pas un bilan de la Protection civile qui ne recense des cas d'asphyxie parfois mortels. Pas une localité du pays, surtout celles raccordées au réseau de gaz naturel, qui ne soit pas touchée par ces accidents. En moins d'une quinzaine de jours, 22 personnes ont péri asphyxiées par des fuites de monoxyde de carbone, dans plusieurs régions du pays, selon un bilan, rendu public hier, par les services de la Protection civile. Chaque année c'est la même

chose. Quand l'hiver arrive, le phénomène prend de l'ampleur. Ce gaz qui n'a ni couleur, ni odeur, surprend les ménages et décime, parfois, des familles entières. Les raisons de ces accidents sont nombreuses: non-conformité des équipements de chauffage, mauvaise ventilation...Les familles, inconscientes des risques encourus d'un mauvais entretien, ne renforcent pas leur vigilance et s'exposent d'autant plus à ce danger domestique. Les victimes se succèdent ces derniers temps en Algérie. Selon la même source, 194

autres personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile durant la même période. Les unités de la Protection civile sont intervenues durant les dernières 48 heures pour porter secours à 58 personnes incommodées par le monoxyde de carbone dégagé par les chauffe-bains et les appareils de chauffage utilisés à l'intérieur des habitations. Les unités de la Protection civile sont intervenues à travers les wilayas d'Alger, Constantine, Batna, Nâama, Médéa, Biskra, Blida, Oum El-Bouaghi, Ain

Témouchent, Bordj Bou Arreridj, Ain Defla, Bouira et Ghardaïa, précise la Protection civile, soulignant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires. Les caractéristiques du monoxyde de carbone font de lui «un poison redoutablement discret, qui agit le plus souvent dans les habitations, principalement en hiver», affirme la Protection civile, qui appelle les citoyens à faire preuve de vigilance durant les périodes de baisse des températures. La baisse des températures «augmente les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, l'absence de ventilation, le mauvais montage, un défaut d'entretien et l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage», a-t-on expliqué. Estimant que «la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques», la Protection civile appelle les citoyens à «respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies». Elle conseille les citoyens à

### LA QUESTION DU JOUR

#### Quand les Américains abattaient un avion civil iranien

Suite de la page une

Au moment où un de leurs militaires a vu surgir un point menaçant sur son écran radar, il devait décider en 10 secondes de la réponse à lui apporter. A vrai dire, dans l'état d'esprit qui était le sien alors, il n'avait pas le choix, son discernement étant aboli. La différence entre un drame et une tragédie, c'est que le premier peut être évité mais pas la seconde. Placés dans une situation comparable à bien des égards, des militaires américains à bord d'une frégate croisant dans les eaux du Golfe un certain 3 juillet 1988, et voyant sur leur écran un objet volant non identifié arriver sur eux, eux non plus n'ont pas hésité à tirer, certains d'avoir affaire à une attaque iranienne. Cette menace, c'était en fait un avion de ligne iranien transportant 290 passagers. Mais si les Iraniens ont mis 3 jours avant de reconnaître leur responsabilité dans le crash de l'avion ukrainien, les Américains eux avaient mis 8 ans avant de reconnaître la leur dans le cas de l'avion civil iranien. Et encore cette reconnaissance a-t-elle été indirecte, en ce sens que condamnés par la Cour internationale de justice, ils avaient accepté de payer des indemnités aux familles des 290 victimes. Pendant des années, leurs responsables politiques avaient continué de soutenir que leurs hommes avaient eu le bon réflexe, agi de façon appropriée. Pire encore, ils les avaient récompensés, leur accordant une décoration pour leur bravoure. Le principal d'entre eux, le premier responsable de la catastrophe, s'était vu décerner une médaille de prestige, «pour sa capacité à conserver son sang-froid sous le feu de l'ennemi». On aurait voulu insulter la mémoire des victimes qu'il était difficile de faire autrement. Ce «héros américain», sans lequel le drame ne se serait pas produit, avait vu l'avion iranien piquait du nez alors qu'en réalité il était en train de prendre de la hauteur.

M. H.

«ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage (au moins 10 minutes par jour), à ne pas laisser un moteur de voiture en route dans un garage fermé, à entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel et à appeler le numéro d'urgence de la protection civile le 14 et le numéro vert 1021 en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace».

Meriem Benchaouia

## Tizi Ouzou/ Sans salaires depuis juillet dernier Des travailleurs du groupe ETRHB Haddad observent un sit-in devant la wilaya

Sans salaires depuis juillet dernier, des travailleurs du groupe privé ETRHB Haddad ont observé hier un rassemblement devant le siège de la wilaya de Tizi Ouzou pour réclamer la régularisation de leur situation professionnelle. Les employés du groupe appartenant à l'homme d'affaires, Ali Haddad, sont

dans le désarroi et ont décidé ainsi de saisir les autorités de la wilaya en vue de débloquer leurs salaires et prendre connaissance de leur devenir. Ils sont plus de 500 travailleurs à se retrouver dans cette situation et qui sont employés au niveau de plusieurs sites de l'ERHB Haddad intervenant dans plusieurs secteurs

d'activités, notamment les travaux publics. Ils s'interrogent sur l'utilité de la désignation d'un administrateur à la tête du groupe devant servir à la reprise de l'activité du groupe. Une délégation des protestataires a été reçue au niveau du cabinet du wali.

Hamid M.

Nouvel an amazigh 2970 à El Tarf

## Le legs ancestral en exposition

LE LEGS ancestral amazigh est mis en relief à travers l'ensemble des expositions de produits artisanaux inaugurées à El Tarf, dans le cadre de la Semaine du patrimoine amazigh, dédiée à la célébration du nouvel an 2970, a-t-on constaté. Différentes expositions de ce legs séculaire dont celles du costume traditionnel, des bijoux en argent ou en corail, de la poterie, la vannerie, les bibelots faits à partir d'objets de récupération valorisés par des mains d'artisanes expertes et plusieurs mets salés et sucrés traditionnels, sont mis en avant depuis dimanche, à l'occasion de la Semaine du patrimoine amazigh à laquelle prennent part une quinzaine de wilayas du pays. Selon Labsir Aïcha, présidente de «Oumi Zahra», une association locale du patrimoine et des traditions, ces expositions, organisées par la Direction locale de la culture, permettent aux exposants de présenter leur savoir-faire artisanal aux visiteurs ainsi que de créer une ambiance, dans le cadre des échanges et débats entre experts.

Spécialisée dans l'art culinaire traditionnel, cette association se distingue par la diversité de ses produits traditionnels et ambitionne de perpétuer les traditions de cette région de l'extrême nord-est du pays. Des stands consacrés à la gandoura kabyle, aussi bien celle de la mariée que celle portée au quotidien ou dans différentes autres occasions par la gent féminine, sont coquettement installés par l'artisane Marzouka Taleb de la wilaya de Tizi Ouzou. Des bijoux en argent, chargés ou simples, d'une beauté raffinée et renseignant sur l'attachement à ce legs ancestral y sont également présentés avec fierté par cette même artisane qui confie à l'APS que «ces rendez-vous sont une opportunité pour l'artisan qui fait valoir son savoir-faire et présente ses produits tout en perpétuant le métier de ses ancêtres». Un avis partagé par l'artisane Farida Belkadi de Guelma, spécialisée dans la valorisation des produits de récupération comme des bouteilles vides ou tout autre objet inutilisé et dont les doigts de fée de cette artisane les transforment en pièces d'art et de décor attractives. En dépit des difficultés relevées dans la commercialisation des produits traditionnels et le manque de locaux commerciaux dédiés à l'artisanat, ces artisans considèrent que ces rencontres demeurent privilégiées de par l'ambiance et la joie qu'elles suscitent.

K. L.

Tebboune instruit Djerad d'élaborer un projet de loi

# Racisme et discours de haine seront criminalisés

■ *Devant la multiplication de propos et d'attitudes porteurs d'éléments de haine, racistes, régionalistes et autres, qui foisonnent ces derniers temps, visibles notamment sur les réseaux sociaux, mais pas seulement, l'Etat se devait de réagir. La voie idoine pour remédier à cette dérive morale et politique est sans conteste de légiférer, et un projet de loi en ce sens va bientôt être mis en route.*

Par Lamia M.

La nouvelle sitôt connue est d'ores et déjà bien accueillie par les observateurs qui se plaignaient du vide juridique régnant en la matière, en dépit des ravages causés par ces incitations à la division dont les auteurs sévissaient sous le sceau de l'impunité. Dans cette optique, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, d'élaborer un projet de loi criminalisant toutes formes de racisme, de régionalisme et de discours de la haine dans le pays, indique hier un communiqué de la présidence de la République. «Cette mesure intervient après avoir constaté une recrudescence du discours de la haine et de l'incitation à la fitna (discorde), notamment à travers les réseaux sociaux», explique la même source, ajoutant qu'elle intervient aussi dans le but de «faire face à ceux qui exploitent la



liberté et le caractère pacifique du Hirak (mouvement populaire) pour brandir des slogans portant atteinte à la cohésion nationale». «Tout un chacun est appelé à se conformer à la Constitution et aux lois de la République, notamment le respect des constantes de la Nation et ses valeurs, les principales composantes de l'identité et de

l'unité nationales ainsi que les symboles de l'Etat et du peuple», conclut le communiqué de la Présidence de la République.

L. M./APS

Dispositifs de soutien à l'emploi à Naâma

## Création de 60 micro-entreprises

Quelque 60 micro-entreprises ont été financées en 2019 dans la wilaya de Naâma, dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi Ansej et Cnac, a-t-on appris auprès des deux antennes locales. En 2019, 42 projets ont été financés par l'antenne locale de la Cnac. Les micro-entreprises sont entrées en phase d'exploitation, notamment celles concernant l'activité d'élevage de vaches laitières, l'engraissement ovin et autres activités

agropastorales, a indiqué le chargé de communication de l'antenne Cnac, Chebab Zakaria. L'antenne de l'Ansej a, quant à elle, contribué à la création de 18 micro-entreprises activant dans les domaines d'élevage caprin, de la production du lait et ses dérivés, de l'agriculture dont les cultures irriguées, la production maraîchère, l'artisanat et autres entreprises de service, a-t-on ajouté au niveau de cette antenne. Au cours du premier trimestre

2020, 28 micro-projets doivent être financés par la Cnac et 15 autres par l'Ansej dans la wilaya, a-t-on indiqué. Par ailleurs, l'opération d'accompagnement, de sensibilisation et de formation a touché en 2019 quelque 101 étudiants au niveau de la Maison de l'entrepreneuriat du Centre universitaire «Salhi-Ahmed». Les étudiants ont reçu des diplômes de qualification pour créer des micro-entreprises, une fois leurs diplômes obtenus.

L. M.

Destinée aux conserveries industrielles

## El Ménée s'initie à la culture de tomate

Un projet pilote d'initiation à la culture sous-pivot de tomate destinée aux conserveries industrielles est initié pour la première fois dans la région d'El Ménée, a affirmé hier l'ingénieur en chef, responsable des statistiques à la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Ghardaïa, Khaled Djebrit. Les premiers essais d'introduction de la culture sous-pivot de la tomate fraîche industrielle dans les conditions agro-climatiques de la région d'El Ménée ont donné des résultats «satisfaisants», au regard de la récolte effectuée dernièrement, a indiqué M. Djebrit. Sur une superficie de 20 hectares dédiée à la culture de la tomate en plein Sahara, une production de 7 375 quintaux a été récoltée, a précisé le responsable des statistiques auprès de la DSA de la wilaya de Ghardaïa, indiquant qu'elle a atteint

un rendement moyen de plus de 368 Qx/ha. Un contrat de production entre l'initiateur de ce projet et un industriel de la tomate concentrée de l'Est du pays a été concrétisé, permettant ainsi l'écoulement assuré de l'ensemble de la production de tomate, a-t-il fait savoir. La région d'El Ménée (275 km au sud de Ghardaïa), qui constitue une zone de prédilection pour la production agricole, a des atouts très attractifs tels le climat favorable, l'ensoleillement tout au long de l'année ainsi que la luminosité, et ce, sans oublier les ressources hydriques importantes qui permettent le développement d'une agriculture stratégique, diversifiée et variée, selon les services de la DSA. Plusieurs produits tels les céréales, le raisin, la pomme de terre, l'olive et les cultures maraîchères ainsi que les plantes

aromatiques et médicinales ont été expérimentés dans la région d'El Ménée avec des résultats «probants», pour peu que soient assurés un suivi technique et l'introduction de nouvelles technologies pour optimiser les rendements, estime l'ingénieur en chef à la DSA. Les agriculteurs du Sud algérien pâtissent d'un déficit en encadrement et en vulgarisation des techniques modernes de culture, ajoutés à un circuit de commercialisation difficile à maîtriser, a-t-on fait savoir. Pour cela, les services agricoles s'attellent à vulgariser les techniques modernes de culture et proposent, en collaboration avec les différents instituts de formation spécialisés dans les différentes filières agricoles, des cycles de formation de courtes durées au profit des agriculteurs de la région.

Hania T.

Parti/Activités

## Le FFS réitère son «attachement indéfectible» à l'unité du peuple algérien

Le Front des forces socialistes (FFS), qui s'est dit «préoccupé» par le contexte régional et international menaçant aux frontières du pays, a réitéré hier, dans un communiqué, son «attachement indéfectible» à la défense de l'intégrité territoriale et de l'unité du peuple algérien. «Préoccupé par le contexte régional et international menaçant à

nos frontières, le FFS réitère son attachement indéfectible à la défense de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de l'unité de son peuple», indique un communiqué du FFS, signé par le premier secrétaire du parti, Hakim Belalouch. S'exprimant sur la situation interne du pays, le plus vieux parti de l'opposition a salué «les Algériennes et

les Algériens qui poursuivent leur révolution pacifique». Le FFS a, en outre, rappelé sa revendication traditionnelle, à savoir «l'élection d'une Assemblée nationale constituante, dont la mission est l'élaboration d'une nouvelle Constitution consensuelle adoptée par un référendum populaire».

H. Y.

## Commerce

## La baisse de l'activité persiste

■ L'activité commerciale en Algérie a poursuivi sa baisse durant le 3<sup>e</sup> trimestre 2019, avec une diminution plus prononcée chez les détaillants, selon les résultats d'une enquête d'opinion menée par l'ONS auprès des chefs d'entreprises commerciales.

Par Malek M.

Le recul de l'activité a été plus ressenti chez les commerçants détaillants qui activent, notamment, dans les matières premières et demi-produits, la droguerie, quincaillerie, appareils électroménagers et parfumerie (DQAEMP) ainsi que les machines et matériels d'équipement. Près de 20 % des détaillants enquêtés se plaignent de l'indisponibilité des produits et plus de 28 % des grossistes de l'éloignement des sources d'approvisionnement de la matière première. Plus de la moitié des grossistes et plus de 44 % des détaillants ont déclaré avoir enregistré des ruptures de stocks. Les secteurs les plus touchés par ce manque sont ceux de l'agroalimentaire, de la DQAEMP et des machines et matériels d'équipement. L'enquête indique que la majorité des détaillants et grossistes se sont approvisionnés



auprès du secteur privé uniquement, notamment, ceux de la DQAEMP, des machines et matériels d'équipement et des textiles. Par ailleurs, près de 25 % se sont approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois, particulièrement ceux de l'agroalimentaire, de la matière première et demi-produits. Quant aux prix d'acquisition des produits, ils ont été jugés «élevés» selon plus de 25 % des commerçants grossistes et plus de 40 % des détaillants. Les plus touchés, par cette hausse des prix, sont ceux de l'agroalimentaire, de la DQAEMP et des machines et matériel d'équipements. En revanche, le reste des commer-

çants détaillants et grossistes jugent les prix «stables». Selon l'enquête, la plupart des commerçants (grossistes et détaillants) achètent leurs marchandises en première main.

#### Commerçants : situation financière moyenne

Le taux de satisfaction des commandes en produits est supérieur à 50 % par rapport aux besoins exprimés, selon la majorité des commerçants enquêtés, notamment ceux de la matière première et demi-produits et ceux des combustibles et lubrifiants. Par ailleurs, l'enquête a relevé que la plupart des com-

merçants est satisfaite de la qualité et du conditionnement du produit. De juillet à septembre derniers, la demande en produits fabriqués a reculé selon les grossistes, notamment ceux de la matière première et des demi-produits. En revanche, elle a augmenté selon les détaillants de l'agroalimentaire et des machines et matériel d'équipements. Selon l'opinion de 28 % des grossistes et près de 30 % des détaillants, les prix de vente sont jugés «élevés» au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 par rapport au trimestre précédent, notamment ceux des combustibles, de la DQAEMP et des textiles. Quant à leur situation financière, elle a été jugée «moyenne» selon près de

70 % des grossistes et selon près de 45 % des détaillants. Plus de 43 % des premiers et 5 % des seconds ont recouru à des crédits bancaires et la plupart n'a pas trouvé de difficultés à les contracter, ont souligné les enquêtés. S'agissant des prévisions, les commerçants grossistes et détaillants prévoient la poursuite de la baisse de leur activité au cours des prochains mois.

M. M./APS

#### Changes

## La livre sterling baisse face aux principales devises

La livre sterling baissait hier face aux principales devises, pénalisée par les propos de responsables de la Banque d'Angleterre suggérant une possible baisse du taux d'intérêt directeur à la fin du mois. La livre sterling perdait 0,70 % face au billet vert, à 1,2972 dollar. C'est la première fois cette année qu'elle repasse sous le seuil symbolique de 1,30 dollar. Face à l'euro, elle perdait 0,64 %, à 85,69 pence pour un euro. Pour Bethel Loh, analyste, la livre souffrirait notamment du fait qu'un membre du Comité de

politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), Gertjan Vlieghe, «a rejoint le camp des colombes en évoquant une baisse du taux si les données britanniques ne s'améliorent pas bientôt». L'appellation de «colombe», dans le jargon des Banques centrales, désigne les partisans d'une baisse des taux pour stimuler la croissance et qui s'opposent aux «faucons», défenseurs d'une politique monétaire ferme. Une baisse des taux a également pour effet de rendre la devise concernée moins

rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. Les propos de M. Vlieghe ont eu d'autant plus d'impact que des «commentaires prudents du gouverneur de la BoE, Mark Carney, et de Silvana Tenreyro (une autre membre du Comité) avaient déjà donné le sentiment la semaine dernière qu'une baisse du taux à la fin du mois est une réelle possibilité», a renchéri Lee Hardman, analyste. Lors des deux précédentes réunions, deux membres, sur les neuf composants le Comité de politique monétaire, s'étaient pro-

noncés pour une baisse des taux. En cas de mauvais indicateurs, une majorité pourrait donc se dégager en faveur d'une telle décision. «Les indices PMI de janvier pour la construction, le secteur manufacturier et celui des services, sont tous attendus le 24 janvier, ce qui devrait faire de cette journée une date importante pour les perspectives de la BoE et la performance de la livre à court terme», a ajouté M. Hardman. L'euro, de son côté, se stabilisait face au dollar (-0,05 % à 1,1115 dollar).

Salem K.

#### Grande-Bretagne

## Contraction de l'économie britannique

L'économie britannique s'est contractée de 0,3 % en novembre sur un mois, pâtissant d'un ralentissement à la fois dans les services et la production et continuant à s'essouffler à l'approche du Brexit, a indiqué hier le Bureau britannique des statistiques, l'ONS. Un coup de frein qui fait suite à une croissance de 0,1 % en septembre puis octobre. Pour le trimestre achevé fin novembre, la croissance britannique a atteint 0,1 %, par rapport aux trois mois précédents.

«L'économie a enregistré une légère croissance au cours des trois mois (achevés en novembre), la hausse de l'activité dans la construction ayant été ralentie par un affaiblissement dans le secteur des services et une performance médiocre dans le secteur manufacturier», a commenté l'ONS. Au troisième trimestre, la croissance britannique avait atteint 0,4 %, rebondissant après une contraction de 0,2 % au second trimestre. Les derniers chiffres de novembre

«confortent l'idée que l'économie britannique a au mieux stagné au quatrième trimestre, pâtissant d'une incertitude politique élevée, des risques liés au Brexit et d'une demande mondiale plus faible qui continuent à miner les dépenses des ménages et des entreprises», remarque Chris Williamson, économiste. «La bonne nouvelle c'est que tous ces vents contraires ont l'air de s'apaiser, si ce n'est de devenir porteurs, à l'orée de 2020», ajoute-t-il, notamment grâce à la

nette victoire des Conservateurs aux législatives de décembre. Elle a donné la main haute au Premier ministre Boris Johnson pour faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier après trois ans et demi de blocage politique, ce qui lève dans l'immédiat une grande part des incertitudes économiques. Tous les yeux vont dorénavant se tourner vers les négociations de l'accord de libre-échange entre Bruxelles et Londres.

Yanis A./Agences

### Pétrole Le Brent stable à 65 dollars à Londres

LES PRIX du pétrole étaient stables hier en cours d'échanges européens, après avoir été secoués la semaine dernière par une phase d'escalade puis de détente dans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 65,00 dollars à Londres, en hausse de 0,03 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour février grappillait 0,07 % à 59,08 dollars. L'or noir se remet doucement d'une semaine très agitée qui s'est soldée par une baisse hebdomadaire de 5,3 % pour le Brent et de 6,4 % pour le WTI, leur plus forte chute depuis juillet, après cinq semaines consécutives de hausse. «Les prix du pétrole sont stables lundi matin (hier), alors que les inquiétudes autour d'un conflit entre l'Iran et les Etats-Unis se sont atténuées», a commenté Al Stanton, analyste. Sauf «nouvelles tensions» au Moyen-Orient, la semaine sera surtout animée par la signature de l'accord commercial de «phase 1» entre les Etats-Unis et la Chine, prévue à Washington demain, selon plusieurs observateurs de marchés dont Michael Hewson.

R. E.

# Raccordement de 50 foyers au réseau électrique dans la daïra de Boutheldja

■ Pas moins de 50 foyers situés au niveau des sites ruraux groupés de Sidi Nasr 1 et 2, relevant de la daïra de Boutheldja (wilaya d'El Tarf), ont été raccordés au réseau d'électricité.



Par Nassima A.

La mise en service du réseau d'électricité qui a nécessité un investissement public de près de

8 millions de dinars, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour améliorer les conditions de vie des populations, a indiqué le wali, Benarar Harfouche. Le nombre

de sites ruraux groupés bénéficiant actuellement de cette énergie au niveau de cette commune a atteint 428 sites, a-t-il affirmé dans ce contexte. Tout en signalant que l'objectif d'atteindre un

taux de 97 % en matière de raccordement en énergie électrique avant la fin de l'exercice précédent a été atteint, le wali a insisté sur l'importance de poursuivre les efforts dans ce domaine pour permettre à toute la wilaya de disposer de cette précieuse énergie. Selon les services de la concession de distribution du gaz et électricité d'El Tarf, cette opération a été lancée en mars 2019 et sera suivie «incessamment» par le raccordement de 150 autres foyers dans la commune de Raml El Souk. Le taux de raccordement au réseau de distribution du gaz naturel est estimé dans la wilaya d'El Tarf à 67 %, a-t-on rappelé. Le chef de l'exécutif a par ailleurs donné le coup d'envoi des travaux de réalisation d'un réservoir semi-enterré d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup>, au niveau de la localité de Sidi Belgacem (daïra d'El Tarf), destiné à assurer une alimentation régulière en eau potable des habitants de cette localité. Il a également inauguré la 3<sup>e</sup> Semaine du patrimoine au

niveau de la maison des jeunes «Ahmed-Betchine», organisée à l'occasion du nouvel an amazigh, Yennayer.

N. A./APS

## Bordj Bou Arréridj / Commune de Medjana Affichage fin février de la liste des 510 logements sociaux

L'AFFICHAGE de la liste des bénéficiaires des 510 logements publics locatifs de la commune de Medjana (10 km au nord de Bordj Bou Arréridj), aura lieu à la fin du mois de février prochain, a indiqué le wali Abdelkader Belekhdzadj. La décision intervient suite à l'organisation d'une rencontre regroupant le wali et les représentants des demandeurs de ce type d'habitat, après l'organisation d'un mouvement de protestation de quatre jours.

«La liste supplémentaire constituée de 324 unités, en plus de celle qui a été récemment affichée comprenant 186 logements, n'est pas définitive et sera annoncée le 26 février prochain», a indiqué le même responsable. Le wali a ajouté que la priorité sera accordée aux bénéficiaires remplissant les conditions requises après l'opération d'étude des recours, soulignant avoir donné des directives fermes au chef de

daïra concernant ce dossier. Par ailleurs, le même responsable a reçu aujourd'hui au siège de la wilaya des représentants des demandeurs de logements sociaux de la localité de Medjana, et écouté leurs préoccupations et demandes en vue de se pencher minutieusement sur la liste initiale qui compte 186 bénéficiaires. Il a également été décidé que l'annonce du quota global de ces habitations se fera en une seule fois. A signaler qu'une vague de protestations ayant duré 4 jours concernant les logements sociaux a été organisée dans la commune de Medjana, au cours desquelles les manifestants ont bloqué toutes les routes menant vers cette localité afin d'exprimer leur rejet de la liste des bénéficiaires.

APS

## Blida/ Logements sociaux

### Une liste des bénéficiaires rendue publique la semaine prochaine

La liste des bénéficiaires de 400 logements publics locatifs (LPL), qui seront attribués à parts égales aux demandeurs de cette formule de logements des communes de Soumaâ (Est de Blida) et de Beni Merad (au Nord), sera rendue publique la semaine prochaine, selon le wali, Youcef Chorfa. Les services de la commune de Soumaâ procéderont «la semaine prochaine à la publication de la liste des bénéficiaires de 200 LPL à la cité Sefsaf, sur les hauteurs de la ville de Meftah (à l'extrême Est de Blida), un nouveau pôle urbain comptant 15 000 unités de logements», a indiqué le wali, signalant l'ouverture

re des délais pour l'introduction de «recours immédiatement après». Parallèlement, une autre liste de 200 autres bénéficiaires de logements, au niveau du même pôle urbain, sera rendue publique par la commune de Beni Merad. «Un quota que les habitants de la localité ont estimé «très faible», comparativement au nombre de demandeurs (plus de 6 000), de cette formule de logements», selon le président de la commune, Ben Omar Bedrani. «Le dernier quota affecté à la commune remonte à 2014, en dépit de la réalisation de projets de logements sur son territoire, qui ont été attribués à des habitants

d'autres localités», a souligné cet édile. Le chef de l'exécutif de la wilaya fait part, au titre des efforts consentis pour la couverture de l'importante demande exprimée sur cette formule de logements, de l'inscription à la réalisation d'un nouveau quota de 500 logements LPL, dont le chantier sera lancé, a-t-il dit, «dès la sélection d'une assiette d'implantation pour ce faire». Un problème foncier est considéré comme l'unique entrave à la réalisation de nombreux projets de logements dans la wilaya, est-il signalé.

Samy Y.

## Naâma

### Plus de 2,2 milliards DA pour l'aménagement des centres ruraux

Une enveloppe financière de plus de 2,2 milliards DA a été consacrée à l'aménagement des sites de centres ruraux des communes de la wilaya de Naâma, a-t-on appris de la Direction locale de la construction, de l'urbanisme et d'architecture (DUC). Le montant est destiné à la concrétisation d'un programme, actuellement en cours de réalisation, portant sur l'ali-

mentation en eau potable, l'assainissement, le branchement aux réseaux d'électricité et du gaz de ville, en plus de l'ouverture des pistes. Le programme en question concerne 640 sites englobant plus de 12 600 foyers ruraux collectifs. Il vise à combler les lacunes enregistrées en matière de services de base au niveau de ces sites d'habitat rural collectif, mais aussi à réaliser

des cités d'habitation dotées d'infrastructures publiques, sociales et de moyens de loisirs, selon un style architectural respectant le mode de construction locale. La priorité a été donnée, au titre de ce programme, pour l'aménagement de deux sites d'habitat rural collectif situés au niveau de la commune de Mecheria. Une enveloppe financière de 400 millions DA a été

consacrée à cet effet. Les deux sites ont été inscrits au titre du Plan directeur d'aménagement et urbanisme (PDAU) de la ville de Mécheria, la plus grande commune de la wilaya de Naâma, rappelle-t-on. La wilaya de Naâma a enregistré, ces dernières années, la réalisation d'un important programme d'habitat rural de 27 000 unités.

N. T.

## Arzew

### Réception du quai réservé aux produits ferreux en août prochain

Le quai réservé aux produits ferreux au port d'Arzew (Est d'Oran) sera réceptionné au mois d'août prochain, a-t-on appris de cette entreprise portuaire. Les travaux de réalisation du quai enregistrent un taux d'avancement appréciable par une société nationale, a-t-on indiqué, soulignant que cette infrastructure réservée aux produits ferreux permettra, une fois mise en exploitation, d'augmenter la cadence d'exportation

des produits d'acier et dérivés, dont le rond à béton, vers plusieurs pays étrangers dans le cadre de la démarche de la politique de l'Etat visant à élargir l'investissement hors hydrocarbures. Le complexe sidérurgique «Tosyali» basé à Bethioua (Est d'Oran) a exporté, l'année dernière, 131 000 tonnes de rond à béton dont 75 000 T vers les USA, 50 000 T vers le Canada et 3 000 T de rond de béton et 3 000 T de tubes vers la Belgique

à partir des ports d'Oran et Mostaganem, a-t-on rappelé. La valeur globale de ces exportations a atteint 100 millions de dollars US, a fait savoir le directeur du commerce extérieur et suivi des investissements à la société Tosyali. Le port d'Arzew a traité l'année dernière une cargaison globale de 39 millions de tonnes dont 36 millions d'hydrocarbures et 3 millions de tonnes de produits hors hydrocarbures, a-t-on encore indiqué. A. Y.

Libye

# L'Algérie déterminée à poursuivre ses efforts en faveur d'une solution politique à la crise

■ L'Algérie s'est engagée à poursuivre ses efforts diplomatiques pour un retour rapide au processus de dialogue national inclusif en Libye, suite au cessez-le-feu observé par les protagonistes de la crise qui secoue ce pays voisin.

Par Fella Y.

L'Algérie a salué dimanche le cessez-le-feu en Libye, une issue à laquelle elle a participé d'une manière active, suite au ballet diplomatique initié depuis le discours d'investiture du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Les protagonistes de la crise en Libye, le Gouvernement d'union nationale (GNA) et les forces du maréchal Khalifa Haftar ont accepté de faire taire les armes et d'observer un cessez-le-feu, au terme d'intenses efforts d'Alger qui a multiplié depuis quelques jours, les initiatives diplomatiques, alors que la logique de la guerre menaçait de prendre des proportions aux conséquences plus dramatiques pour le peuple libyen. Fidèle à sa doctrine et ses principes, Alger a rejeté à maintes reprises toute ingérence étrangère dans ce pays voisin et a exhorté toutes «les parties libyennes à retourner rapidement à la table des négociations». Lundi dernier, en recevant le chef du GNA, Fayeze El Serraj, le Président Abdelmadjid Tebboune a eu à réitérer «l'attachement de l'Algérie à préserver la région de toute ingérence étrangère», insistant sur une solution libyenne. Même engagement exprimé par l'Algérie, lors de la visite d'une délégation libyenne, conduite par Abdesselam Al-Badri, qui a été reçue samedi par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et a eu des entretiens avec plusieurs hauts responsables algériens. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères a notamment affirmé que cette visite de la délégation libyenne est destinée à rapprocher les points de vues entre les parties libyennes pour le retour au processus de dialogue global pour une issue politique pacifique à la crise libyenne. Quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en Libye, l'Algérie a salué cette étape importante dans la résolution du conflit, appelant toutes les composantes libyennes à son respect et à la reprise rapide du processus de dialogue natio-



pas cessé de son côté à appeler à un apaisement et une solution politique en Libye.

**Fayeze al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar à Moscou pour signer un cessez-le-feu**

Le Chef du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU, Fayeze al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, sont attendus à Moscou pour signer un accord de cessez-le-feu, a annoncé un haut responsable libyen. La signature de cet accord ouvrira la voie à la relance du processus politique, a déclaré le président du Conseil d'Etat (l'équivalent d'un Sénat) basé à Tripoli, Khaled al-Mechri, à la télévision Libya al-Ahrrar. M. Mechri a indiqué qu'il accompagnerait M. Sarraj à Moscou, tandis que le maréchal Haftar aura à ses côtés le président du Parlement libyen, Aguila Salah, basé dans l'est. Dans un bref discours à la télévision, M. Sarraj a appelé les Libyens à «tourner la page». «J'appelle tous les Libyens à tourner la page du passé, à rejeter la discorde et à resserrer les rangs pour se lancer vers la stabilité et la paix», a-t-il dit. Un cessez-le-feu est déjà entré en vigueur dimanche en Libye après plus de neuf mois de combats meurtriers aux portes de la capitale Tripoli, sur fond de craintes d'une internationalisation accrue du conflit. Le maréchal Khalifa Haftar a annoncé que ses forces respecteraient ce cessez-le-feu, peu avant son entrée en vigueur à minuit heure locale. Fayeze al-Sarraj a annoncé ensuite une cessation des hostilités. M. Mechri a précisé que l'accord de Moscou prévoit «des forces de surveillance de l'application du cessez-le-feu», sans autre précision sur la nature de ces forces ou leur nationalité.

F. Y./APS

nal inclusif. L'Algérie réaffirme, par ailleurs, qu'elle «poursuivra ses efforts en faveur d'une solution politique pacifique garantissant l'unité et la souveraineté du peuple libyen dans le cadre de la paix et de la stabilité, loin de toute ingérence étrangère, qui n'a fait qu'aggraver la situation et torpiller les efforts de règlement à travers le dialogue». Soucieuse de rester à «équidistance» des deux parties en conflit en Libye, Alger ne cesse de rejeter toute ingérence étrangère dans ce pays frère. Au terme de l'entretien du président de la République avec le chef du GNA, l'Algérie avait appelé la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à «prendre ses responsabilités» et à «imposer un cessez-le-feu». L'appel d'Alger a été suivi mercredi par la Turquie et la Russie, dont les deux dirigeants, Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, avaient agi dans le sens initié par la diplomatie algérienne en appelant à un cessez-le-feu. Accélération ses efforts diplomatiques, l'Algérie avait accueilli le

chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu, dans le cadre d'une visite officielle axée essentiellement sur la Libye. Les entretiens avaient été axés notamment sur des «moyens à mettre en œuvre pour éviter (...) une aggravation de la situation» en Libye. Le ballet diplomatique centré sur le règlement de la crise libyenne s'est poursuivi jeudi passé à Alger avec l'arrivée des chefs de la diplomatie égyptienne et italienne, Sameh Choukri et Luigi Di Maio. En parallèle aux efforts et au rôle pivot de l'Algérie, le Conseil paix et sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a décidé il y a quelques jours de se réunir en sommet début février pour examiner la situation en Libye et au Sahel, en proie à l'instabilité depuis des années, avait annoncé le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui. La réunion du CPS se tiendra à la veille du sommet de l'UA, prévu les 8 et 9 février à Addis-Abeba, avait indiqué à l'APS M. Chergui. Elle sera consacrée à la «crise libyenne et à la circula-

tion des armes qui a aggravé la situation au Sahel», avait déclaré le Commissaire Chergui. Encouragé par le soutien aux efforts engagés par Alger, l'UA s'active à reprendre en main le dossier libyen, en restant engagée à appuyer une solution politique inclusive en Libye. Lundi passé, le président congolais Denis Sassou Nguesso avait plaidé pour que l'Afrique ne soit pas marginalisée dans la résolution de la crise libyenne, qualifiant d'«inefficace» et «contre-productif» tout règlement qui ne tiendrait pas compte du rôle du continent. Le Président Tebboune, qui a reçu samedi à Alger le ministre congolais des Affaires étrangères et de l'Opération, Jean-Claude Gakosso, fut destinataire d'un message du président congolais en sa qualité de président du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye. Ce message comporte une invitation adressée au président de la République pour assister à la réunion que le Comité compte tenir le 25 janvier courant. L'Union européenne n'a

Sahara occidental

## Le Polisario condamne l'implication de certains Etats africains par le Maroc dans une agression directe contre la RASD

Le Front Polisario a condamné l'implication de certains Etats africains par le Maroc dans une agression directe contre la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par l'ouverture de prétendus consulats dans les villes occupées du Sahara occidental, en violation flagrante de l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA). Le Secrétariat national du Front Polisario a exprimé, dans un communiqué, la détermination de la République arabe sahraouie démocratique, membre fondateur de l'Union africaine, à prendre toutes les mesures politiques et juridiques pour garantir le respect de la souveraineté du peuple sahraoui sur ses territoires et du statut juridique du Sahara occidental

de pays occupé en attente de décolonisation. «Le Front Polisario condamne dans les termes les plus vigoureux l'implication de certains Etats africains par l'occupation marocaine dans une agression directe contre la RASD par l'ouverture de prétendus consulats dans les villes occupées du Sahara occidental, en violation flagrante de l'Acte constitutif de l'Union africaine», précise le communiqué. Evaluant sa relation avec l'Organisation des Nations unies (ONU) dans le cadre de la nouvelle orientation, le Secrétariat national du Front Polisario a rappelé la teneur de la lettre adressée en décembre dernier par le président sahraoui, Brahim Ghali, au président en exercice du Conseil de sécurité,

notamment «les conditions pratiques que l'ONU doit réunir pour restaurer la confiance perdue du peuple sahraoui comme mesure nécessaire au succès du nouvel envoyé personnel (du SG de l'ONU) dans sa mission». «Après trente années d'attente passive, les Sahraouis ont perdu patience face à l'arrogance et au mépris affichés par le Royaume du Maroc et devant l'incapacité, voire l'échec, des Nations unies à honorer leur engagement initial, à savoir l'application de l'accord signé entre les deux parties pour l'organisation du référendum d'autodétermination», soulignait la lettre.

Sabiha O.



Iran

# Signes ténus de désescalade après 10 jours de crise avec les États-Unis

■ *L'Iran a semblé jouer l'apaisement dimanche après dix jours de tensions maximales avec les États-Unis, marquées par des attaques et le crash d'un avion civil ukrainien abattu par «erreur» par les forces armées iraniennes.*

Par Rosa C.

Et ce, même si l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême iranien, a dénoncé la «présence corruptrice» des États-Unis au Moyen-Orient. Et même si le président américain Donald Trump a maintenu la pression avec une nouvelle mise en garde à l'Iran. A Téhéran, la police antiémeute s'est déployée en masse après un appel à manifester en soirée. La veille, les forces de l'ordre ont dispersé un rassemblement à la mémoire des victimes de la catastrophe aérienne, qui a viré à la manifestation contre les autorités. Après ses dénégations initiales, l'Iran a reconnu samedi que ses forces armées avaient le 8 janvier abattu un missile l'avion de la compagnie Ukraine International Airlines, provoquant une vague d'indignation dans le pays. 176 personnes majoritairement des Iraniens et des Canadiens ont péri. L'Iran a sou-

ligné qu'au moment du tir, sa défense était sur le qui-vive en vue d'un possible «conflit total» avec les États-Unis. La tension, chronique, entre ces deux pays ennemis a connu un brusque accès le 3 janvier avec l'élimination d'un important général iranien, Gassem Soleimani, à Bagdad, suivie le 8 janvier de représailles iraniennes à coup de missiles contre des cibles militaires américaines en Irak. Quelques heures plus tard, l'avion ukrainien était abattu après son décollage de Téhéran. Dans ce climat hypertendu, l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, dont le pays est allié des États-Unis mais entretient de bonnes relations avec l'Iran, a rencontré à Téhéran le président iranien Hassan Rohani et M. Khamenei. «Nous sommes convenus (...) que la seule solution à (la) crise passe par la désescalade et le dialogue», a dit l'émir. La situation demande «plus que jamais un

renforcement des relations entre États de la région», a jugé M. Khamenei. M. Rohani a rencontré également le ministre des Affaires étrangères pakistanais Shah Mehmood Qureshi, dont le pays a proposé ses bons offices pour tenter de rapprocher l'Iran et l'Arabie saoudite, rival de Téhéran et grand allié des États-Unis. A Washington, le chef du Pentagone Mark Esper a assuré que Donald Trump était toujours prêt à discuter avec l'Iran «sans condition préalable». Mais fidèle à son habitude de brouiller les cartes, M. Trump a presque au même moment adressé une nouvelle mise en garde «aux leaders d'Iran». «NE TUEZ PAS VOS MANIFESTANTS», a-t-il tweeté. «Le monde regarde. Plus important, les États-Unis regardent». La veille, il avait mis en garde Téhéran contre «un autre massacre de manifestants pacifiques», en référence au mouvement de contestation violemment réprimé en Iran en novembre. La manifestation de samedi à Téhéran a été à l'origine d'un nouvel accroissement diplomatique entre Londres et Téhéran, après la brève interpellation de l'ambassadeur britannique Rob Macaire dans les environs du rassemblement. Londres a dénoncé une «violation flagrante de la législation internationale». Téhéran a reproché à M. Macaire d'avoir été présent à un «rassemblement illégal» en violation des conventions diplomatiques. M. Macaire a assuré s'être rendu au rassemblement annoncé comme une vigile à la mémoire des vic-



times de la catastrophe aérienne, dans lequel ont péri des Britanniques. Dimanche, moins de 200 manifestants ont brûlé un drapeau britannique et un autre israélien devant l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran aux cris de «Mort à la Grande-Bretagne». Le drame de l'avion ukrainien est la pire catastrophe de l'aviation civile iranienne depuis 1988 et le drame de l'Airbus d'Iran Air (290 morts) que les États-Unis disent avoir abattu par erreur au-dessus du Golfe. «Excusez-vous, Démissionnez», a titré dimanche le quotidien réformiste «Etemad», après que l'Iran a admis son erreur. «Impardonnable», a reconnu l'Iran, le journal du gouvernement. Dimanche, le chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique iranienne, le général de division Hossein Salami, a témoigné devant le Parlement sur ce drame et les frappes du 8 janvier. Il a tenu au sujet de ces frappes des propos tranchants avec des déclarations martiales antérieures. L'objectif

n'était pas «de tuer des soldats ennemis», a-t-il dit. Signe qu'un apaisement durable est encore loin d'être acquis, huit roquettes, d'origine indéterminée, se sont abattues dimanche sur une base abritant des soldats américains au nord de Bagdad, sans faire de victime américaine, selon des sources militaires irakiennes. Il y a eu quatre blessés irakiens. En réaction, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo s'est dit «indigné». «Ces violations répétées de la souveraineté de l'Irak par des groupes opposés au gouvernement irakien doivent cesser», a-t-il encore tweeté. De son côté, le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a averti, lors d'une rencontre en Arabie saoudite avec le prince héritier Mohammed ben Salmane, que «toute confrontation militaire dans la région qui inclut un pays comme l'Iran aura un impact non seulement sur la paix et la stabilité dans la région mais sur la paix et la stabilité du monde entier». R. C.



## Commentaire

Substance

Par Fouzia Mahmoudi

Alors qu'Emmanuel Macron salue en ce début de semaine un «compromis constructif» après que son Premier ministre ait accepté de retirer «provisoirement» l'âge pivot de 64 ans du projet de réforme des retraites, d'autres y voient là le dernier clou du cercueil du projet de loi d'Édouard Philippe et de son gouvernement. Le président du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), a ainsi de son côté estimé qu'«il n'y a plus de réforme des retraites». «Aujourd'hui, après la décision dite de compromis, il n'y a plus de motif à la grève parce qu'il n'y plus de réforme. Il va nous rester une réforme à points qui n'est même pas universelle et une ignorance sur le financement», a dénoncé Larcher. «Le compromis n'est pas l'abandon, mais nous sommes pas loin de l'abandon», a ajouté le président du Sénat. Il a regretté la «faute originelle» du gouvernement, qui a décidé de «ne pas parler de l'âge légal de départ à la retraite», que LR propose de reporter à 65 ans. «Pourquoi les Français sont passés de l'adhésion il y a deux ans et demi au rejet ? Parce que le gouvernement et les négociateurs ont menti pendant deux ans, ils ont maquillé l'âge légal. Ce pays a 100 milliards de déficit par an. On voudrait nous faire croire que c'est une réforme de droite ? Non !», a souligné l'ancien ministre du Travail. Les électeurs de droite «ne peuvent plus soutenir une réforme où il n'y a plus d'âge pivot, qui a oublié le paramètre de l'âge. Les masques sont tombés», a-t-il appuyé. «Moi je ne veux pas tromper les générations futures. Je suis pour sauver le système par répartition et ne pas le conduire à l'équilibre, c'est à terme nous conduire vers un système de capitalisation totalement inégalitaire». Alors que l'examen du projet de réforme doit commencer le 17 février à l'Assemblée nationale, Larcher a souligné qu'«au moment du débat au Sénat fin avril nous ayons les conclusions de la conférence de financement». «Il n'est pas question que le Parlement puisse débattre sans une vraie étude d'impact. Est-ce qu'on peut sérieusement parler de 321 milliards, 14 % du PIB, sans savoir la réalité des chiffres ? Il y a un minimum de respect du Parlement et à travers le Parlement de respect des Français», a souligné le président du Sénat. Le gouvernement continue ainsi d'accumuler les critiques et de perdre en crédibilité, alors même que la grève perdue malgré les multitudes de concessions accordées. Des concessions si nombreuses que la réforme a été vidée de toute sa substance et donc de tout son sens. Il ne reste plus qu'à voir combien de temps les syndicats continueront de faire pression sur le gouvernement qui semble plus démuné et impuissant que jamais. F. M.

## Destitution de Trump

### Nancy Pelosi estime avoir «assez de preuves»

La cheffe des démocrates au Congrès américain, Nancy Pelosi, a assuré dimanche disposer d'assez de preuves pour destituer Donald Trump, à la veille d'une semaine cruciale dans la perspective de l'ouverture au Sénat du procès du président des États-Unis. «Nous pensons qu'il y a assez de preuves pour destituer le président», a déclaré l'élue de Californie, interrogée sur la chaîne ABC. Donald Trump a exprimé son irritation face à cette procédure de destitution qui empoisonne la fin de son mandat. «Pourquoi devrais-je avoir le stigmate de l'impeachment collé à mon nom alors que je n'ai RIEN fait de mal», a tempêté le président dimanche sur Twitter. Il s'en est de nouveau pris à l'opposition démocrate, exigeant que «la nerveuse Nancy Pelosi et Adam Schiff le fourbe», qui a supervisé l'enquête contre M. Trump, soient entendus en tant que témoins. Dans un tweet ultérieur, Donald Trump a estimé

que l'affaire devrait être close sans procès, déclarant que toute procédure au Sénat apporterait une crédibilité indue à ce qu'il considère comme une «chasse aux sorcières» menée contre lui par ses opposants démocrates. Nancy Pelosi avait donné vendredi son feu vert pour l'envoi la semaine prochaine de l'acte d'accusation de Donald Trump à la chambre haute, après plusieurs semaines de bras de fer avec les républicains, ouvrant ainsi la perspective d'un procès en destitution imminent. Elle a confirmé dimanche qu'elle réunirait ses troupes aujourd'hui pour fixer le calendrier. L'actuel locataire de la Maison-Blanche est devenu le mois dernier le troisième président de l'Histoire des États-Unis à être mis en accusation à la Chambre des représentants – «impeached» en anglais – dans l'affaire ukrainienne. Il a néanmoins peu de chances d'être destitué au Sénat, où les élus républicains, majoritaires, lui

restent fidèles. «Nous avons confiance dans l'impeachment». Et nous croyons qu'il y a assez de témoignages pour le destituer», a au contraire assuré Nancy Pelosi, présidente démocrate de la chambre basse. Elus républicains et démocrates croisent le fer sur un autre sujet majeur, le témoignage de John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump. M. Bolton s'est dit prêt à témoigner au procès de Donald Trump, à condition d'être formellement convoqué par le Sénat. Or Donald Trump a laissé entendre vendredi, interviewé par la chaîne Fox News, qu'il pourrait empêcher l'un de ses anciens bras droit d'être entendu, invoquant le «privilege exécutif». De son côté, Nancy Pelosi n'a pas exclu, si la majorité républicaine au Sénat ne convoquait pas M. Bolton, de l'auditionner à la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates.



## Spectacle de variété musicale

## La chanson amazighe à l'honneur à l'Opéra d'Alger

■ Un spectacle de variété musicale berbère a été animé dimanche soir à l'Opéra d'Alger, regroupant de jeunes chanteurs avec l'Orchestre symphonique de cet édifice culturel. Devant un public nombreux, le chant kabyle, chaoui, targui et mozabite étaient à l'honneur. Un florilège de chants amazighs était présenté par Djamilia Moussaoui, Nadia Guerfi, Mohamed Anis Hadjouja et Zoheir Mazari.

Par Abia Selles

Un concert de chants et musiques amazighs, regroupant des chanteurs avec l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, a été animé dimanche soir à l'occasion de la célébration de Yennayer, le nouvel an berbère coïncidant avec le 12 janvier de chaque année.

Sous la baguette du maestro Amine Kouider, le concert intitulé «Yennayer, une symphonie amazighe», des chanteurs ont interprété des chants puisés du terroir amazigh, alliant plusieurs styles musicaux notamment le targui, kabyle, chaoui et mozabite.

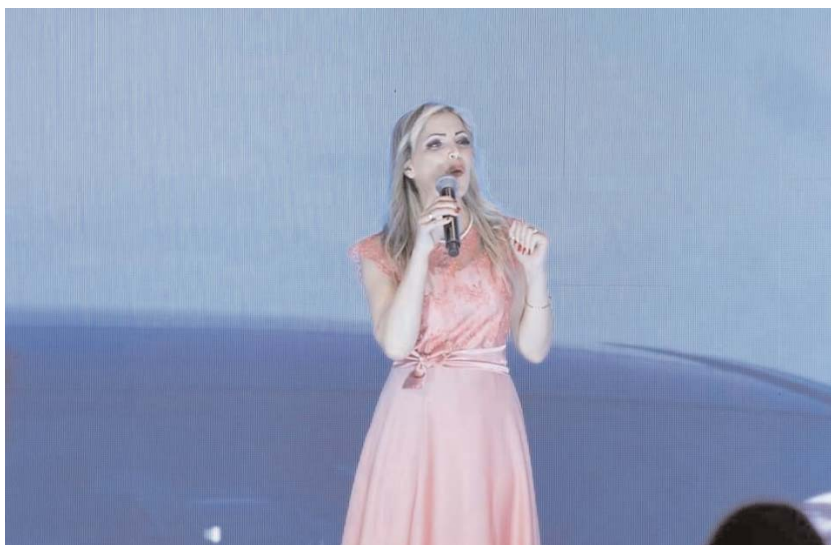
Les musiciens de l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger ont enchaîné des pièces musicales accompagnant un florilège

de chants amazighs, rendus par quatre chanteurs issus de différentes régions d'Algérie.

Quatre tableaux sublimes aux couleurs variées ont donné lieu à une mosaïque musicale applaudie par le public nombreux venu célébrer cette fête populaire ancestrale commune à tous les peuples d'Afrique du Nord.

Dans le genre targui, Djamilia Moussaoui a interprété notamment «Tima wadine» (Les jeunes de mon pays), une chanson culte accompagnée par des musiciens, qui ont rendu également une pièce (instrumental) Tineri (Sahara).

Pour sa part Nadia Guerfi, interprète de chants des Aurès, a brillamment rendu «Akerd Anouguir» (Allons-y) et «Ghers Ima» (Il est aisé), une chanson du répertoire chaoui, reprise par de grands noms de la chanson



algérienne dont Chebba Yamina.

Pour le chant mozabite, l'Orchestre a accompagné des chansons interprétées par Mohamed Anis Hadjouja, alias Aghlane, qui a également repris «Laci neswa tamurt-u nnegh» d'Abdelwahab Fekhar et «Ayanouji» (Mon bébé) d'Adel M'zab.

En quatrième partie de cette soirée émouvante, l'orchestre a exécuté plusieurs pièces de musique kabyle comme «Chfigh

amzun d'id'elli» (Je me souviens comme si c'était hier), un solo exécuté par le grand violoniste Ahmed Bouifrou et «Djurdjura», autre œuvre musicale signée Abdelouahab Salim.

Pour sa part, Zoheir Mazari a interprété «Amedyaz» (Le poète), une chanson d'Idir en hommage à Mouloud Mammeri et «Axam daccu ikewghen», un tube d'Akli Yahiatène.

En hommage à Djamel Allam, l'orchestre a brillamment rendu

«Ur ttru» (Ne pleure pas), une de ces célèbres chansons de l'artiste disparu en septembre 2018.

Diverses manifestations culturelles ont marqué la célébration du premier jour de l'an amazigh 2970, fête officiellement à travers l'ensemble du pays. L'Algérie est le premier pays d'Afrique du Nord à réhabiliter Yennayer, consacré fête nationale depuis 2018.

A. S.

## Théâtre national algérien

## Le pianiste tchèque Ivan Klansky enchante le public

Le pianiste tchèque Ivan Klansky a animé, dimanche soir à Alger, un récital de piano, devant un public nombreux, venu apprécier le génie créatif des grands compositeurs du XVIII<sup>e</sup> siècle et la virtuosité de l'artiste.

Au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le public a pu apprécier, près d'une heure durant, la grande virtuosité d'Ivan Klansky, un des plus importants pianistes tchèques, soliste attiré de l'Orchestre philharmonique de Prague en 1981, et membre du très célèbre «Guarneri Trio Prague», orchestre de chambre, fondé en 1986 avec Pavlik au violon et Marek Jerie au violoncelle.

Une dizaine de pièces célèbres du XVIII<sup>e</sup> siècle, composées par, Jean-Sébastien Bach, Ludwig Van Beethoven, Bedrich Smetana, Frédéric Chopin et Robert Schumann, a brillamment été restituée par l'artiste, élu en

1995, président de la Société Chopin en République tchèque.

Dans la solennité du moment, le pianiste a commencé par étaler les pièces «Fantaisie chromatique et Fugue en Ré mineur» de J.S.Bach, puis «Clair de lune», sonate en do dièse mineur dans ses trois mouvements de L.V. Beethoven, au plaisir d'un public conquis.

Donnant de l'embellie au silence sacré qui régnait dans la salle Mustapha-Kateb du TNA, le pianiste, nommé en 1996 à la tête du Département de piano de l'Académie de musique de Prague, a ensuite enchaîné dans de belles variations modales et rythmiques, avec «Trois Polkas de salon» et «Etude de concert. Au bord de la mer» du compositeur tchèque B. Smetana.

L'époque très fertile du XVIII<sup>e</sup> siècle a, en partie, été restituée dans la douceur et la sérénité de l'instant, à un public recueilli, qui a hautement apprécié le profes-

sionnalisme et le talent de l'artiste, savourant chaque moment du récital dans l'allégresse et la volupté. Dans une prestation de haute facture, Ivan Klansky a poursuivi dans la pureté de l'exercice et l'agilité du doigté avec «Nocturne» en do mineur et «Ballade» en fa mineur de F. Chopin, pour conclure, dans une ambiance de grands soirs aux atmosphères relevées, avec «Rêveries» de R. Schumann.

Les traits du siècle des lumières et le génie créatif des grands compositeurs de cette époque ont remarquablement été retracés par l'interprétation époustouflante de Ivan Klansky, élu en 2018 Doyen de la Faculté de musique et de danse de l'Académie des arts du spectacle de Prague.

Très applaudi par l'assistance, l'artiste a fait montre de toute l'étendue de son talent de virtuose, dans une prestation époustouflante de technique et de dex-

terité, menée sans avoir eu recours aux partitions, ce qui dénote, selon un connaisseur, d'une «grande maîtrise intellectuelle de son sujet», acquise grâce au «travail et à l'exercice ininterrompus».

Les ambassadeurs accrédités à Alger des Républiques, Tchèque et de Pologne, ainsi que celle et ceux du Canada, Royaume-Uni, Autriche, Pays-Bas et Turquie, accompagnés par leurs représentants diplomatiques respectifs, ont pris part au concert, remerciant Ivan Klansky pour «ce beau voyage onirique».

Ivan Klansky a fait part, à l'issue de la prestation, de son «bonheur de se produire à Alger», tenant à rappeler tout «l'amour qu'il voue à l'Algérie et au peuple algérien».

Né à Prague en 1948, le Professeur Ivan Klansky a entrepris une brillante carrière, remportant, dès 1967, plusieurs grands prix nationaux et interna-

tionaux.

Auteur d'un parcours artistique exceptionnel, il a donné des récitals en Amérique latine, en Asie et en Afrique, ainsi que dans les salles les plus prestigieuses d'Europe et des Etats-Unis. Une Master-class a été organisée lundi à l'Institut national supérieur de musique (Insm) par le Professeur Ivan Klansky, à la faveur des étudiants en classes supérieures de piano, dans le cadre d'une coopération entre la Faculté de musique et de danse de Prague et l'Insm, dirigé par Abdelkader Bouazzara.

Sous l'égide du ministère de la Culture, le récital de piano animé par le Tchèque Ivan Klansky a été organisé par l'ambassade de la République tchèque en collaboration avec le TNA.

F. H.

## AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2020 : Exposition de peinture «Mon pays se raconte» de l'artiste Nour Kamel.

Centre culturel Abdelwahab Salim de Tipaza

Jusqu'au 31 janvier : Exposition du plasticien Abdelghani Tadjien.

Villa Abdeltif  
Jusqu'au 18 janvier : Exposition du plasticien Karim Sergoua intitulée «Héritage ancestral».

## La pièce théâtrale «Messaoud Ouzelmat»

## Un voyage au temps de la révolution

La pièce «Messaoud Ouzelmat, bandit d'honneur», présentée dimanche après-midi à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine, a invité les adeptes du père des arts à un voyage au temps de la révolution libératrice.

Le spectacle de 45 minutes, première production de l'année 2020 de la maison de la culture Malek-Haddad, mise en scène par Ahmed Hemamess sur une idée de Amira

Deliou, a été interprétée par une pléiade de comédiens dont Mourad Filali, Bouterfa Saïd et Kouira Hocine.

La pièce raconte l'histoire du héros populaire Messaoud Benzelmatt ou Ouzelmat comme préfèrent le désigner les habitants des Aurès, un simple berger que l'oppression coloniale a mené à se révolter contre l'administration coloniale qui le désignait comme hors la loi alors que pour la popula-

tion il était un héros.

Cette œuvre théâtrale a ainsi mis en exergue ce personnage qui mourut en enlaçant son fusil.

L'action de la pièce se déroule dans un décor évoquant les vieux villages de la région des Aurès avec au fond un écran géant sur lequel sont projetées des images des archives de la révolution de libération.

M. K.



JSM Béjaïa

## Hammouche à la barre technique

**LE TECHNICIEN** Saïd Hammouche est le nouvel entraîneur de la JSM Béjaïa, en remplacement du Suisso-Tunisien Moez Bouakaz, démissionnaire, a annoncé dimanche le club pensionnaire de la Ligue 2 algérienne de football sur sa page Facebook. «La direction de la JSMB a trouvé un accord avec le technicien Saïd Hammouche pour prendre la barre technique jusqu'à la fin de la saison. Il sera assisté de Hassan Nougui, en tant que préparateur physique», a indiqué le club dans un communiqué. Bouakaz a préféré jeter l'éponge en décembre dernier, suite à l'élimination essayée

à domicile en 1/32<sup>e</sup> de finale de la Coupe d'Algérie face à l'ES Sétif (2-2, aux t.a.b : 7-8). Le club béjaoui a bouclé la phase aller du championnat à une triste 15<sup>e</sup> et avant-dernière place au classement avec 11 points et un match en retard à disputer hier face à son voisin du MO Béjaïa (15h00), en mise à jour de la 8<sup>e</sup> journée. Hammouche (53 ans), dont il s'agit du deuxième passage à la JSMB (2015-2016), devient le troisième entraîneur de l'équipe de «Yemma Gouraya» depuis le début de la saison après Bouakaz et Mohamed Lacet.

CA Bordj Bou Arréridj

## Bouakaz pour remplacer Dumas

**LE CONTRAT** de l'entraîneur français Franck Dumas du CA Bordj Bou Arréridj (Ligue professionnelle 1 de football) a été résilié à l'amiable, apprend-on dimanche de la direction du club. Selon Anis Benhammedi, président du conseil d'administration du club, le contrat signé pour deux saisons avec le technicien français a été résilié à

l'amiable, les deux parties partageant la conviction qu'il était impossible de maintenir leur rapport. La direction du club a entamé des discussions avec le technicien tunisien Moez Bouakaz qui pourrait vraisemblablement remplacer Dumas à la tête de la barre technique du CABBA.

## Eliminatoires Mondial-2020 U20 filles L'EN en préparation

**LA SÉLECTION** nationale féminine des U20 a entamé dimanche un stage qui s'étalera jusqu'à aujourd'hui, en prévision de sa confrontation face au Soudan du Sud, le 19 janvier à Kampala (Ouganda), dans le cadre du match aller du 1<sup>er</sup> tour qualificatif du Mondial-2020 de la catégorie, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Pour cette double

confrontation face au Soudan du Sud, dont le match retour est prévu le 2 février au stade du 20-Août-1955 d'Alger (18h00), le staff technique, composé du sélectionneur national Ahmed Laribi et de son adjointe, Nadia Bellala, a convoqué 22 joueuses. Selon la FAF, la sélection algérienne se déplacera le 15 janvier à Kampala pour disputer la première manche.

## Championnat régional Ouest des échecs à Mostaganem Fellaï Mohamed de Sidi Bel-Abbès l'emporte

**L'ÉCHÉPHILE** Fellaï Mohamed Amine de Sidi Bel-Abbès a remporté le titre du championnat régional Ouest des jeux d'échecs individuels toutes catégories, clôturé samedi soir au camp des jeunes de Salamandre à Mostaganem. Fellaï Mohamed Amine a réalisé 8 points sur les 9 rondes, suivi de Ghafoul Zakaria de Tiarret avec 7,5 points et Dibouzar Adel Moussa de Sidi Bel-Abbès avec 7 points. Cette compétition de trois jours, organisée par la ligue de wilaya en collaboration avec la Fédération algérienne des

échecs selon le système suisse en sept rondes à la cadence d'une heure au finish (jeu rapide), a vu la participation de 67 concurrents représentant les wilayas de Mostaganem, Tiarret, Aïn Témouchent, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem et Oran. La direction de ce championnat régional a été assurée par l'arbitre international Mahmoudi Abdelkader, secondé par 5 arbitres fédéraux. Le niveau technique a été «appréciable avec des parties passionnantes», selon l'arbitre principal Mahmoudi Abdelkader.

Handball / CAN-2020 (préparations)

## Les Verts battent l'Angola en amical

**LA SÉLECTION** algérienne de handball a battu son homologue angolaise sur le score de 28-21 (mi-temps: 17-7) en match amical de préparation disputé dimanche à la salle Omnisports d'Ain-Taya (Alger). Cette rencontre entre dans le cadre de la préparation des deux sélections à la Coupe d'Afrique de handball-2020 prévue du 16 au 26 janvier 2020 à Tunis. Le sept algérien figure dans le groupe D en compagnie du Maroc,



du Congo et de la Zambie, alors que l'Angola fait partie du groupe B aux côtés du Nigeria, du Gabon et de la Libye.

MC Alger

# Le sort de la direction se joue aujourd'hui

■ Le sort de la direction du Mouloudia d'Alger se joue aujourd'hui, avec la réunion qu'ont programmée les réels décideurs, à savoir les responsables de Sonatrach, principal bailleur de fonds et actionnaire principal de la SSPA le «Doyen», avec le président du Conseil d'administration de la SSPA, Achour Betrouni et le directeur sportif, Fouad Sakhri.

Par Mahfoud M.

**A**insi, cette réunion devenait nécessaire après les derniers bouleversements qu'a connus le club, notamment avec le limogeage de l'entraîneur Casoni qui a conduit les deux dirigeants à se rejeter la responsabilité par presse interposée. Il y a aussi la libération de certains joueurs, à l'exemple de Azzi et Chafai, alors que l'équipe joue les premiers rôles et se devait de garder tous ses cadres, et enfin les résultats négatifs enregistrés dernièrement. Il faut dire que le courant ne passe pas entre les deux responsables du club, d'où la décision de la Sonatrach de tenir tout au clair avec eux. Certains affirment qu'il n'est pas exclu que ces deux dirigeants soient limogés et remplacés par d'autres. On avance le nom de l'ancien international, Antar Yahia, alors que certains parlent de Hadj Ahmed qui pourrait



Betrouni et Sakhri devant les responsables de la Sonatrach

effectuer son retour. Par ailleurs et sur un tout autre volet, le coach français Frank Dumas est tout proche de prendre en main la barre technique du Doyen, sachant qu'il vient de résilier son contrat avec son ancien club employeur, le CABBA. Il devrait ramener avec lui le staff avec lequel il a l'habitude de travailler et surtout l'ancien international, Slimane Raho. Pour ce qui est du volet recrutement, le Mouloudia se rapproche de la signature du

gardien de la JS Kabylie, Salhi, alors qu'il n'est pas exclu qu'il aie un nouvel attaquant africain qui pourrait être engagé. Pour ce qui est du stage, il devait se tenir en Tunisie, mais la direction espérait que ça soit le sponsor maillot Puma qui le prenne en charge, surtout avec la difficulté financière que vit le club algérois.

M. M.

Coupe de la Confédération (4<sup>e</sup> journée)

## Le PAC écrasé par Enyimba

**L**e Paradou AC, dernier représentant algérien encore en lice en Coupe de la Confédération africaine de football, s'est incliné lourdement dimanche en déplacement face aux Nigériens d'Enyimba 4 à 1 (mi-temps : 3-0), en match disputé à Aba, dans le cadre de la 4<sup>e</sup> journée (Gr. D) de la phase de poules. Les locaux ont ouvert le score dès la 15<sup>e</sup> minute par Stanley Dimgba, avant que

Victor Mbaoma ne corse l'addition (35<sup>e</sup>). Dimgba a resurgi pour enfoncer le clou (36<sup>e</sup>). Insaississable, Stanley Dimgba a récidivé en seconde période (76<sup>e</sup>) pour donner plus d'ampleur à la victoire des siens, devant la passivité de la défense algérienne. Le PAC a réduit le score en fin de match grâce à Abdelkahr Kadri (88<sup>e</sup>). Cette lourde défaite fait reléguer le PAC à la troisième place avec 4 points, alors

qu'Enyimba se hisse à la deuxième place et revient provisoirement à un point du leader Hassania Agadir du Maroc (7 pts), qui reçoit dimanche soir (20h00) les Ivoiriens de San Pedro (4<sup>e</sup>, 2 pts). Lors de la 5e journée, prévue le 26 janvier, le PAC accueillera San Pedro, alors que Hassania Agadir se déplacera au Nigeria pour défier Enyimba.

AS Monaco

## Slimani souhaite s'en aller

**L**attaquant international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, rarement utilisé ces dernières semaines, aurait exprimé son souhait de quitter le club monégasque lors de l'actuel mercato d'hiver, rapporte dimanche le quotidien sportif «L'Equipe». «Moins utilisé ces dernières semaines, l'attaquant monégasque ne cache plus son mal-être et ses envies d'ailleurs (...). L'international algérien, auteur de premières semaines étincelantes en Ligue 1 (6 buts et 8 passes décisives), ne cache pas sa lassitude face ce qu'il perçoit comme une forme de déclassement», écrit «L'Equipe». Arrivé l'été dernier à Monaco pour un prêt d'une saison avec option d'achat en provenance de

Leicester City (Angleterre), Slimani n'a pas tardé à démontrer ses qualités, devenant l'un des joueurs les plus en vue de la Ligue 1 française. Il avait évolué les deux précédentes saisons à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), également sous forme de prêt, mais n'avait pu s'exprimer pleinement. Le limogeage le 28 décembre dernier de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani, et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno a fini par changer la donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, laissé sur le banc en 32<sup>e</sup> de finale de la Coupe de France face à Reims (2-1) le 4 janvier. Selon «L'Equipe», le club anglais de

Premier League, Aston Villa, «a pris des informations au sujet de Slimani. Le club de Birmingham est confronté à une situation d'urgence dans son domaine offensif avec la grave blessure au genou du Brésilien Wesley, forfait pour le reste de la saison. Les négociations avec l'AS Monaco n'ont pas commencé, mais Slimani sait qu'il dispose d'au moins une solution de repli si la situation se prolonge», explique «L'Equipe». En dépit du fait qu'il dispose désormais d'un faible volume de jeu, Slimani (31 ans) reste toujours en tête du classement des passeurs du championnat avec 8 offrandes, en compagnie de l'Argentin du Paris SG Angel Di Maria.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Hassi-R'mel

## Plus de 30 qx de câbles en cuivre récupérés

UNE QUANTITÉ de 32.5 quintaux de câbles en cuivre volés, 3,5 qx d'aluminium sous forme de câbles utilisés pour le transport d'électricité, ainsi qu'un véhicule utilitaire ont été récupérés par les services de sûreté de la daïra de Hassi-R'mel (Laghouat), a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et de relations publiques de la sûreté de wilaya. L'opération, qui a permis l'arrestation de deux individus âgés de 29 et 37 ans, a été menée suite à des plaintes déposées par la Société nationale de génie civil et bâtiment de Hassi R'mel dénonçant des actes de vols, a-t-on ajouté. Les investigations

ont en premier lieu permis l'arrestation d'un des deux suspects, alors qu'il se trouvait à bord d'un camion transportant une importante quantité de câbles en cuivre et en aluminium, dissimulée sous des déchets ferreux, et la saisie d'une somme de 500 000 dinars, a-t-on précisé. L'enquête a permis aussi l'identification d'un deuxième suspect impliqué, a ajouté la même source. Les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Laghouat pour constitution de bande de malfaiteurs pour préparer un délit de vol, a-t-on fait savoir. M. O.

Bordj Bou Arreridj

## Quatre morts dans un accident de la circulation à El Yachir

QUATRE personnes ont trouvé la mort et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu sur un tronçon de l'autoroute Est-Ouest, à El Yachir, à l'ouest de Bordj Bou Arreridj a-t-on appris lundi auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit hier matin à la région de Mekhmera, suite à une

collision entre un véhicule touristique et un semi-remorque engendrant le décès sur place de deux jeunes hommes alors que deux autres femmes ont rendu l'âme «*dès leur admission à l'hôpital*» a précisé la même source relevant qu'une autre victime, blessée dans cet accident, se trouve actuellement «*dans un état critique*» Yanis G.

Tizi Ouzou

## 400 victimes de chutes accidentelles depuis des oliviers

DEPUIS le début de la campagne de récolte des olives à Tizi Ouzou pas moins de 400 victimes de chutes des oliviers ont été admis aux différents hôpitaux de la wilaya. Une moyenne d'une vingtaine de blessés ont été admis au niveau des urgences des différentes structures de santé à travers la wilaya dont les cas de complication essentiellement traumatologiques ont été transférés au niveau du CHU Nédir-Mohamed. On estime à 20% les victimes ayant eu des fractures au niveau de la colonne vertébrale. Deux décès parmi les victimes de ces chutes depuis des oliviers pour différentes raisons sont à déplorer. Il s'agit d'une jeune femme au niveau de la localité de Makouda et d'un homme

dans la commune d'Agouni Gueghrane. Durant cette campagne on a également enregistré une dizaine de cas de morsures de serpents à travers plusieurs localités de la wilaya de Tizi Ouzou. Hamid M.

## Tebboune annonce un projet de loi criminalisant Les discours de la haine et du racisme



lanis

Djalou@hotmail.com

Pour ses propos outranciers sur Abane Ramdane

## Fin de fonctions du directeur de la culture de M'sila

■ Le ministère de la Culture a mis fin, dimanche, aux fonctions du directeur de la culture de la wilaya de M'sila, Rabah Drif, pour «*outrage et offense*» à l'un des symboles de la Glorieuse révolution nationale, a appris lundi l'APS auprès des services de la wilaya.

Par Racim C.

«*Atteindre à la mémoire de Abane Ramdane est un acte inacceptable dans le fond et la forme*», a indiqué un communiqué du ministère de la Culture, qui souligne que Abane Ramdane «*est l'une des figures emblématiques de la Glorieuse révolution nationale et l'un des architectes du Congrès de la Soummam*». «*L'atteinte à la mémoire des chouhada et moudjahidine qui ont sacrifié leur vie pour la patrie ne relève en aucun cas de la liberté d'expression*», a précisé le communiqué. Le ministère de la Culture s'est défendu contre un tel acte «*irré-*

fléchi», un acte «*moralement et politiquement inacceptable émanant de l'un de ses cadres*», affirmant que cette attitude «*ne respecte point les règles de responsabilité, dont doivent faire preuve chaque cadre et homme de culture qui assume la direction de la culture et représente la politique culturelle du gouvernement*

auprès des citoyens et des habitants de l'une des wilayas du pays». Scénariste de plusieurs films sur l'histoire, Rabah Drif a occupé le poste de directeur du musée national Nasreddine-Dinet, avant d'être nommé à la tête de la direction de la culture de la wilaya de M'sila.

R. C./APS

Nâama

## Plus de 15 quintaux de kif traité saisis

UNE QUANTITÉ estimée à 15 quintaux et 66 kilogrammes de kif traité a été saisie dimanche dans la wilaya de Nâama par

des éléments de la Gendarmerie nationale, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «*Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à mettre en échec les tentatives de narcotrafic dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, le 12 janvier 2020, lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la localité de Hassi El-Mrir, commune de Sfisifa, wilaya de Nâama/2<sup>RM</sup>, une grande quantité de kif traité s'élevant à quinze quintaux et 66 kilogrammes*», précise la même source.

M. O.

Finances

## La Banque d'Algérie ouvre une nouvelle succursale à Alger

LA BANQUE d'Algérie (BA) a ouvert une nouvelle succursale au niveau du boulevard Amirouche à Alger en vue d'alléger la pression sur celle du boulevard Zighoud Youcef, a indiqué, lundi, un communiqué de la BA. La nouvelle structure a été inaugurée, mercredi dernier, par le gouverneur de la Banque d'Algérie, en présence de ses vice-présidents, secrétaires

généraux, directeurs généraux et cadres de la banque, précise le communiqué. L'ouverture de la nouvelle succursale intervient dans le cadre de l'élargissement du réseau de la BA et de la modernisation des prestations financières et monétaires et de l'amélioration de la performance avec les banques et le Trésor public. Elle permettra en outre aux banques et établissements

clients d'obtenir des prestations, en temps réel et de meilleure qualité. Visant à mieux répondre aux exigences de la scène monétaire et à ses nouveautés, cette démarche aura un impact positif sur les demandes des citoyens, notamment en ce qui a trait à l'opération de substitution des billets détériorés et d'obtention de pièces métalliques, conclut la même source. M. L.

Cinéma

## Festival national du film universitaire à Oran

L'UNIVERSITÉ des sciences et de la technologie d'Oran «*Mohamed Boudiaf*» (USTO-MB) accueille mardi la deuxième édition du Festival national du film universitaire, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. La promotion des jeunes talents constitue l'objectif essentiel de cette manifestation culturelle prévue trois jours durant à l'auditorium de l'USTO-MB,

à l'initiative du club universitaire «*Art'USTO*» soutenu par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), a précisé à l'APS le commissaire du Festival, Nadir Graïdi. Dix courts-métrages seront projetés et évalués par un jury composé de cinéastes, comédiens et critiques à l'instar de Mourad Khan, Djamel M'hamdi, Malika Youcef, et Ilyès Boukhemoucha.

Les dix œuvres sont en lice pour trois grands prix, du meilleur film complet, du meilleur scénario et de la meilleure réalisation, a indiqué le commissaire de l'événement, signalant que les concurrents ont été retenus parmi une cinquantaine de candidats. Le jury ayant procédé à la sélection des courts-métrages en compétition était, quant à lui, composé des réali-

sateurs Rachid Nekaa et Mohamed Djebli, ainsi que des comédiens Sofiane Daoudi et Samir Zemmouri qui est également scénariste. Les organisateurs prévoient en outre d'honorer plusieurs comédiens à l'image du trio «*Bila houdoud*» (Mustapha, Hazim et Hamid), de Fadéla Hachemaoui et d'Abdelkader Djeriou.

R. C.